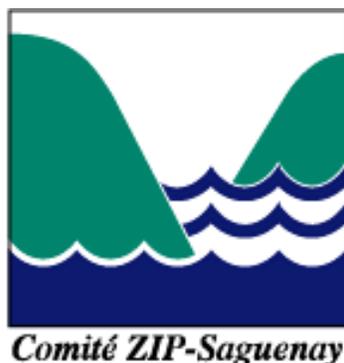


**Mémoire présenté à la commission du Bureau des
Audiences Publiques sur l'Environnement (BAPE) dans
le cadre de la proposition d'un modèle de production
porcine durable**

**Présenté par la Zone d'Intervention Prioritaire du Saguenay
(ZIP-Saguenay)**

Le 15 mai 2003



**Rédigé par:
Audrey Bouchard, Agronome**

**En collaboration avec le personnel et les membres du conseil
d'administration de la ZIP-Saguenay**

Table des matières

Introduction.....	1
Portrait de l'organisme.....	1
Intérêts de l'organisme.....	1
Portrait régional de la production porcine actuelle.....	2
Rôle des agriculteurs et mouvement sociétair.....	3
De 1950 à aujourd'hui.....	4
Évolution du nombre et de la taille des entreprises.....	4
Pesticides et engrais chimiques.....	4
Préoccupations de l'organisme et problématiques.....	5
Production durable et exportation.....	5
Érosion et appauvrissement des sols.....	6
Eutrophisation des cours d'eau et qualité de l'eau	7
Déforestation du milieu agricole.....	8
Simplification du système et vulnérabilité des cultures.....	8
Gestion liquide des déjections.....	9
Techniques développées et solutions potentielles.....	10
PAEF, analyse de fumier et registre d'épandage.....	10
Utilisation de cultures exigeantes.....	10
Traitement du lisier avant épandage.....	10
Phytase.....	11
Déshydratation des lisiers.....	11
Marais filtrant et systèmes d'épuration d'eaux usées.....	12
Gestion solide des fumiers.....	12
Recommandations	13
Conclusion	15

Introduction

Portrait de l'organisme

Le comité de la Zone d'Intervention Prioritaire (ZIP) du Saguenay est un organisme sans but lucratif qui a vu le jour en 1990. On compte actuellement quatorze de ces zones à travers la province. La mission première de ces zones d'intervention est la dépollution du fleuve St-Laurent et de ses principaux tributaires. La ZIP-Saguenay est une table de concertation environnementale qui regroupe divers intervenants des milieux industriel, institutionnel, municipal, agricole et populaire, agissant au niveau de la protection du tronçon de la rivière Saguenay et de ses bassins versants. Les tâches de l'organisme incluent des projets de restauration, de nettoyage et de réhabilitation, de conservation et de protection.

Intérêts de l'organisme

La mission première étant de préserver la santé des cours d'eau, les membres de la ZIP-Saguenay se sentent directement impliqués par cette consultation publique et considèrent d'une grande importance l'expression de leurs préoccupations. Dans ce mémoire, la ZIP fera part des problématiques qu'entraîne ou peut entraîner un mode de production tel qu'on le connaît actuellement dans le secteur porcin.

En effet, il sera difficile pour nous de reporter les problèmes seulement au secteur porcin, car c'est plutôt à tout le courant industriel du secteur agricole que les problématiques réfèrent. Les préoccupations et les revendications de notre organisme seront donc appliquées à la production porcine en particulier, mais concerneront également le reste du secteur agricole. Selon les membres de la ZIP-Saguenay, un mode de production durable dans le secteur agricole est crucial pour la survie de l'écosystème. Des modifications dans le système agricole actuel sont essentielles pour assurer l'agriculture de demain.

Dans le présent document, nous vous ferons part de nos préoccupations à l'égard des impacts de la production porcine québécoise actuelle sur les cours d'eau, et de l'importance du maintien de la biodiversité en milieu agricole.

Portrait régional de la production porcine actuelle

Selon les données de Statistique Canada (1997), 1,8 % du territoire régional est consacré au secteur agricole. On dénombrait 1150 exploitations agricoles sur le territoire du Saguenay-Lac-St-Jean en 2002, soit 75 de moins qu'en 1997 (UPA-Saguenay-Lac-St-Jean, 2002).

Selon le dernier recensement de Statistique Canada en 1996, le cheptel du bassin du Saguenay est de 0,6 unité animale par hectare. Cette densité animale est inférieure à la moyenne québécoise de 0,84 u.a à l'hectare.

On compte actuellement 18 entreprises dans le secteur porcin sur les terres du Saguenay-Lac-St-Jean, dont 14 spécialisées à cette production (Raynald Lapointe MAPAQ, 2002). Les porcs finis en 2002 étaient au nombre de 45 500: on dénombrait alors 2405 truies dans la région (Raynald Lapointe, 2002). Depuis 1997, on note une augmentation de l'ordre de 1 225 truies et 29 000 porcs parmi les entreprises concernées.

Quoique la région du Saguenay-Lac-St-Jean ne soit pas parmi les plus affectées par le secteur porcin, ce mémoire veut s'interroger sur ce mode de production industrielle et veut aborder la question d'un éventuel développement industriel dans ce secteur dans notre région. Malgré la faible présence de la production porcine sur le territoire régional, les terres de la région, faibles en phosphore, pourraient devenir attrayantes pour les intégrateurs de l'industrie.

En effet, si le moratoire était pour être retenu dans les régions les plus affectées et être aboli dans celles qui le sont moins, les « tenants » de l'industrie viendraient s'approprier nos terres. Et ce phénomène existe déjà! Par exemple, un producteur de porc de St-Hyacinthe (région très affectée par l'industrie porcine) vient de s'approprier des terres dans le secteur du Lac-St-Jean, y cultivant des céréales (dans l'espoir évident de construire un bâtiment d'élevage pour l'expansion de sa production).

Rôle du producteur et mouvement sociétair

Le but premier de ce mémoire n'est surtout pas de blâmer les cultivateurs, mais plutôt d'analyser les problématiques engendrées par cette production à long terme et d'en dessiner l'origine. Avec le temps et les changements, les producteurs n'ont fait que suivre la roue et s'adapter à une société qui en voulait toujours plus. On a donc assisté à la conformation des entreprises à ce courant sociétair.

De 1950 à aujourd'hui

Évolution du nombre et de la taille des entreprises et des monocultures

Depuis 1950, avec la révolution verte, on assiste à une diminution du nombre de fermes sur le territoire ainsi qu'à une augmentation de la taille moyenne de ces entreprises. Le gouvernement prônait alors la monoculture et la mécanisation des fermes, avantageant ainsi l'industrialisation de quelques entreprises agricoles et, par conséquent, la disparition des petites incapables de suivre le courant industriel. On assiste donc, au cours de ces années, à une augmentation des superficies consacrées à la production céréalière en monoculture ainsi qu'à une réduction des terres en fourrages et en pacage.

L'adoption de ces pratiques simplistes a contribué à l'appauvrissement graduel des sols québécois. On sacrifie donc les zones de pacage et de fourrages qui sont des cultures plus permanentes et plus diversifiées aidant à la régénération des propriétés physiques, chimiques et biologiques du sol, pour en adopter des pratiques simplifiées allant à l'encontre de la santé globale du sol.

Encore aujourd'hui, on assiste à cette simplification du secteur agricole. En effet, les terres en fourrages et pâturages occupent 69 000 hectares dans la région, soit 13 600 de moins qu'en 1997. Par ailleurs, les superficies cultivées en céréales et en protéagineuses ont augmenté de 10 800 hectares depuis 5 ans (UPA Saguenay-Lac-St-Jean, 2002).

Engrais chimiques

De plus, c'est lorsque l'on découvrit que les plantes ne se nourrissaient pas directement de l'humus du sol comme on le croyait, mais plutôt d'ions minéraux provenant de la décomposition de l'humus et de la dégradation de la roche-mère que l'industrialisation de l'agriculture a vu le jour (la formule: azote, phosphore et potasse). C'était la révolution verte. Les rendements des sols, où la fertilité et la vie microbienne étaient alors toujours intactes, furent momentanément stimulés par cet apport soudain de minéraux solubles. Cependant, à long terme, l'humus se minéralisa et la matière organique décrût dans les sols. Et voilà, qu'au fil du temps, les sols s'appauvrirent, que les rendements diminuaient et que l'apport de minéraux solubles requis augmentait.

Pesticides

L'appauvrissement des systèmes mena à des cultures toujours plus faibles, et symptomatiquement, ravageurs et maladies devinrent une grande préoccupation dans le secteur agricole. On inventait alors des solutions miracles pour se débarrasser des ennemis ravageurs des cultures: les pesticides. Au fil des ans, par le ruissellement et la fonte des neiges, ces produits se sont accumulés et s'accumulent toujours dans les cours d'eau, altérant l'habitat et le développement de plusieurs espèces aquatiques.

Préoccupations de l'organisme et problématiques

Les pratiques culturelles en agro-industries ont considérablement changé le paysage des milieux agricoles québécois. Elles ont altéré les habitats et les réserves d'eau par l'eutrophisation et la contamination, en plus de menacer la santé de plusieurs organismes y compris les humains. Selon nous, les pratiques agricoles actuelles, particulièrement dans le secteur porcin, constituent un frein à la mise en valeur de la biodiversité.

Sans toutefois vouloir pointer ces exploitants agricoles dont le but premier est d'améliorer leur qualité de vie, ce courant de "toujours plus grand" doit être modifié pour permettre la cohabitation de la faune, de la flore et du système agricole, débouchant sur la durabilité d'une agriculture intelligente et diversifiée.

Production durable et exportation

Premièrement, qu'implique le terme durable dans la proposition de la Commission du BAPE d'une production durable dans le secteur porcin ? La durabilité d'un mode de production agricole implique d'exploiter une parcelle de terre de façon à ce qu'elle en demeure la même à travers les générations. C'est-à-dire employer des méthodes de culture permettant aux propriétés physiques, chimiques et biologiques du sol de s'améliorer ou de demeurer stable au fil des ans.

Dans ce même ordre d'idées, maintes interrogations sont primordiales pour analyser l'origine et les problématiques rencontrées par le secteur agricole actuellement.

Quelles sont les conséquences d'une gestion liquide des fumiers? Est-ce qu'empiéter sur le milieu forestier règle le problème ou ne fait que le déplacer? Est-ce que l'emploi de cultures exigeantes telles que le maïs est une solution durable pour disposer des quantités croissantes de lisier? Est-ce le manque de superficies agraires pour épandre les déjections animales qui crée problème? Ou bien est-ce le nombre de porcs trop élevé par entreprise ?

Les terres du Québec peuvent soutenir une production porcine de consommation mais lorsque que nous désirons produire du porc pour le monde entier..., voilà le problème. En

effet, plus de 50 % de la production sont voués à l'exportation: le Japon étant le principal importateur de porc québécois (Union Paysanne, 2002). Nous voulons produire pour la planète sans réaliser que notre territoire est le seul à en absorber les coûts environnementaux et sociaux.

Érosion et appauvrissement des sols

Étant continuellement régénéré par des processus naturels, le sol est considéré comme étant une ressource renouvelable. Cependant, si ce dernier s'érode plus rapidement qu'il se forme sur une parcelle de terre donnée, alors le terme renouvelable ne s'applique plus. Selon les dernières données de l'Institut des Ressources du Monde (1996), durant les 40 dernières années, près de la moitié des terres cultivées du monde a été perdue en raison de l'érosion et d'autres causes de dégradation. Sur une terre cultivée, il faut en moyenne 500 ans pour former 1 pouce de terre arabe. Cependant, on perd cette terre de 20 à 40 fois plus rapidement qu'il faut pour la reconstituer (Institut des Ressources du Monde, 1996). Et voilà de quelle façon les sols s'appauvrissent et sont de moins en moins productifs.

On observe dans la région et sur le territoire provincial en général un problème grandissant d'érosion et d'appauvrissement des terres arables. Pour assurer la sécurité alimentaire de demain, il est primordial de changer nos pratiques agricoles pour des pratiques plus durables et en harmonie avec la nature. La dépendance des engrais minéraux a appauvri nos terres en matière organique et en oligoéléments, laissant le sol sans structure, friable et facilement emporté par le vent et le ruissellement. Ces engrais minéraux sont généralement constitués des 3 principaux nutriments essentiels à la croissance de la plante: l'azote, le phosphore et le potassium.

Outre ces 3 nutriments, plusieurs autres micronutriments ou oligoéléments sont essentiels (quoiqu'en plus faible dose) à la santé globale de la plante. L'importance de ces micronutriments dans la fertilisation a été oubliée, créant ainsi des carences chroniques en ces éléments dans la plupart des terres agricoles. De ce fait, les aliments sont de plus en plus pauvres en oligoéléments. De plus, ces éléments jouent un rôle très important dans la santé des humains. Selon, Yves Gagnon (2000), producteur maraîcher

expérimenté dans la culture écologique, des carences importantes en zinc, en bore, en iode, en fer et en cuivre sont régulièrement observées dans les aliments.

L'eutrophisation des cours d'eau et qualité de l'eau

L'application de grandes quantités d'engrais minéraux, incluant le lisier de porc, affecte l'habitat du poisson par l'eutrophisation des cours d'eau. Le phosphore, un des principaux nutriments présent dans ces fertilisants, est particulièrement responsable de l'eutrophisation des milieux aquatiques. Étant un élément naturellement limitant, l'arrivée inattendue d'un surplus de ce nutriment dans le système cause une croissance rapide d'algues et d'autres plantes aquatiques. Cette altération soudaine du milieu produit ainsi un déséquilibre écologique dans le système aquatique. En effet, cette production croissante de végétation crée une diminution des réserves en oxygène dans l'eau et menace ainsi la survie de certaines espèces de poissons qui s'adaptent difficilement à de telles conditions. La demande biologique en oxygène diffère d'une espèce à l'autre. Ainsi, un environnement soudainement plus anaérobique amène une modification des populations des bassins versants. Par exemple, on observe que la présence d'algues empêche les oeufs d'éperlans de se développer (Société de la faune et des parcs du Québec, 2002).

La dépendance actuelle aux engrais minéraux est néfaste pour les systèmes aquatiques. Ces engrais nourrissent la plante et non le sol. Dans ce cas, le sol ne sert que de support physique. Les nutriments qui ne sont pas captés par les racines ne sont que faiblement retenus par la structure appauvrie du sol. Ce surplus d'engrais est donc perdu par lessivage dans les eaux souterraines ou par ruissellement contribuant ainsi à la pollution diffuse des cours d'eau. Les pratiques agricoles liées aux monocultures favorisent l'érosion des sols. La sédimentation et les matières en suspension qui en résultent, altèrent l'habitat du poisson.

La déforestation

Les entreprises porcines prennent de l'expansion: plus de porc, plus de lisier. Cet accroissement des quantités de lisier amène l'entreprise en expansion à un besoin grandissant de superficies d'épandage pour répondre aux normes environnementales.

Résultat: on empiète sur le territoire forestier et on coupe pour y semer des monocultures exigeantes qui viendront satisfaire la problématique des surplus de fumier. Cependant, la déforestation du milieu agricole entraîne une perte de biodiversité importante et rend les cultures plus vulnérables aux ennemis, incluant insectes, bactéries, virus et champignons. Le vent est également considéré comme un des principaux ravageurs des cultures dans ce milieu rural où la forêt disparaît.

De plus, le manque de superficies d'épandage entraîne la disparition des bandes riveraines, très utiles comme zone tampon pour capter les excédants d'engrais minéraux et de pesticides avant le déversement de ceux-ci dans le cours d'eau. En plus d'offrir un intérêt accru pour la faune, les bandes riveraines sont un outil efficace de protection des cours d'eau contre la sédimentation et le lessivage. Une bande riveraine bien aménagée peut ainsi servir de filtre pour l'eau de ruissellement et souterraine en milieu agricole.

Toute cette fragmentation du paysage du milieu rural résulte en une perte d'habitats pour une multitude d'espèces et met en péril le maintien de la biodiversité. La forêt en milieu agricole amène des prédateurs aux ravageurs des cultures. En effet, la présence de haies brise-vent attire les oiseaux de proies qui, à leur tour éloignent les oiseaux granivores qui envahissent les champs de céréales.

Simplification des systèmes et vulnérabilité des cultures.

Volume, simplicité et uniformité: voilà ce que prône l'agriculture industrielle qui domine notre société actuellement. Cette simplification de la faune et de la flore en milieu agricole contribue à une vulnérabilité croissante des cultures aux maladies. Dans un écosystème naturel, les relations complexes entre différents niveaux trophiques permettent la coexistence de milliers d'individus en équilibre dans un même système. Ainsi, l'ennemi d'une espèce est automatiquement contrôlé par une autre espèce et ainsi de suite. Par ce fait, un écosystème naturel non altéré par l'activité humaine n'est que peu ou pas vulnérable aux ravages drastiques d'une espèce sur une autre.

L'agriculture paysanne du début de la période agraire a su respecter ces lois de diversité et de relations entre les éléments de la ferme. Cependant, avec la simplification des systèmes observés en agriculture depuis les années 1950, les espèces cultivées sont devenues de plus en plus vulnérables. En effet, si un ravageur frappe sur la culture de maïs, par exemple, il n'y aura aucun ennemi naturel présent dans les environs pour contrôler cette population et du fait même les dommages aux cultures. Les variétés modernes privilégient le rendement au détriment de la résistance. Il sera donc nécessaire d'avoir recours à des solutions comme l'application de pesticides pour protéger les cultures. Des surplus de pesticides appliqués sur les terres se retrouvent ainsi par ruissellement dans les cours d'eau ou par lessivage dans les eaux souterraines, contaminant ainsi les écosystèmes aquatiques.

Un très bon exemple de l'intensité des dommages que peut potentiellement apporter une telle simplification du système agraire est la situation vécue en Irlande au milieu du 19^{ième} siècle. Les terres de ce pays étaient alors couvertes de pommes de terre. Et voilà qu'un ravageur attaque et cause une famine générale à travers le pays.

Gestion liquide des déjections

Dans le but d'assurer un nettoyage automatique des porcheries, le monde porcin a adopté la gestion liquide des fumiers. Le lisier est alors constitué de 90 % d'eau. En l'absence d'air, l'azote et le phosphore ne peuvent composer, demeurant ainsi sous forme soluble. Par conséquent, le lisier dégage une forte odeur ammoniacale polluant ainsi l'atmosphère. Lors de l'épandage, l'azote et le phosphore peuvent donc facilement se lessiver dans les cours d'eau et les nappes phréatiques où ils entraînent la formation de nitrates cancérigènes et d'algues qui contaminent les écosystèmes aquatiques.

Techniques développées et solutions potentielles

Depuis la prise de conscience des problèmes environnementaux que pouvaient entraîner ces mégaproductions, plusieurs techniques et solutions ont été proposées et instaurées.

PAEF, registre d'épandage et analyse de fumier

Des normes comme le plan agroenvironnemental de fertilisation, le registre d'épandage ainsi que l'analyse de fumier ont été adoptés dans l'objectif de se pencher sur les données propres à chaque entreprise. Il y a quelques années, on se servait des moyennes provinciales pour calculer les volumes de déjections à épandre par unité de surface. Cependant, plusieurs facteurs peuvent faire varier les données de chaque entreprise et ainsi réduire la précision des analyses environnementales.

Toutefois, malgré que les producteurs se conforment par obligation aux nouvelles normes, les recommandations du plan de fertilisation sont souvent modifiées par le producteur ou tout simplement ignorées. Ces normes devraient donc être davantage applicables et appliquées. C'est par des suivis sur le terrain que le ministère de l'Environnement pourrait en arriver à un contrôle des normes.

Cultures exigeantes

L'une des premières solutions proposées et adoptées pour contrer le problème des quantités grandissantes de lisier fut l'utilisation de cultures exigeantes en nutriments. Les terres québécoises se sont donc couvertes de monocultures de maïs. Or, cela n'a fait que simplifier davantage les systèmes. La demande pour le porc était là. Alors, la clé du succès était donc simple: porc, lisier et maïs. On se rend cependant compte aujourd'hui que ce système n'est pas durable et que le problème est ailleurs.

Traitement du lisier avant l'épandage

Il est essentiel de privilégier une gestion solide des fumiers ou de traiter ces derniers avant de les épandre. Envirogain, Biosor et Bioterre sont des technologies déjà existantes pour le traitement du lisier avant l'épandage. Mais est-ce que de traiter les lisiers est de prendre le problème à la base? Est-ce une solution durable? Il est important d'analyser ces questions par rapport à ces nouvelles technologies avant d'envisager d'arrêter le moratoire sur la production porcine. Des études à long terme pour en dessiner l'efficacité réelle et les impacts environnementaux sont nécessaires. Des suivis suite à l'instauration de telles techniques seront également primordiales avant de crier victoire. De plus, ces

technologies coûtent extrêmement chères. Il est donc important d'analyser si les coûts engendrés par le traitement des lisiers sont profitables. On peut vouloir produire plus, mais si le plafond est atteint et que cela veut dire payer plus....

Phytase

Un des principaux enjeux dans le secteur porcin est la grande concentration en phosphore des déjections porcines. La phytase est une enzyme récemment incorporé aux rations quotidiennes des porcs de certaines entreprises dans le but de réduire la concentration de phosphore dans les déjections, diminuant ainsi les répercussions environnementales causées par le lessivage de cet élément. Cet enzyme permettrait donc l'expansion des productions sans saturer les terres en phosphore, évitant ainsi certaines contraintes environnementales liées à ce mode de production.

Déshydratation des lisiers

Atrium Environnement est encore au stade de recherche. En collaboration avec l'Université Laval, cette technologie vise à déshydrater le lisier de porc québécois afin d'en faciliter la gestion. Cette technologie consisterait en une solution pour les surplus de lisier. Déshydraté, c'est sous forme de granules fertilisantes que notre lisier québécois pourrait être exporté. Cette technologie semble donc régler le problème des territoires en surplus. Cependant, une solution comme celle-ci ne fait qu'« exporter » le problème. À long terme, on va permettre l'expansion de l'industrie porcine, et ainsi les problèmes apportés par la simplification du système agraire seront amplifiés.

Marais filtrant ou système d'épuration d'eaux usées

L'entreprise agricole est un système responsable du territoire qu'il cultive. La solution aux problèmes environnementaux causés par cette dernière devrait donc se trouver à l'intérieur même de l'entreprise. En effet, l'adoption de techniques telles que les marais filtrants et les systèmes d'épuration d'eaux usées apportent à l'entreprise un aspect d'autosuffisance et d'indépendance, reflétant l'aspect durable de la production. La réintégration des marais en milieux agricoles, en plus de réintroduire des populations

fauniques utiles, peut correspondre à un mode de production durable où la partie liquide des déjections est filtrée par des plantes aquatiques.

Gestion solide des fumiers

La forte majorité des éleveurs de porcs du Québec (pour ne pas dire la totalité) a adopté un mode de gestion liquide de leurs déjections animales. Selon nous, le gouvernement ne devrait pas encourager le mode de gestion liquide des fumiers. Subventionner les structures d'entreposage pour lisier contribue directement à l'appauvrissement graduel de nos terres. Une gestion solide des fumiers (eg.gestion sur litière) consisterait à un apport de matière organique important pour la régénération des sols et la santé du système agricole. La vie microbienne se complexifierait, la structure du sol serait bonifiée, l'érosion moins importante, l'équilibre chimique promu, et ainsi la contamination des cours d'eau et de la nappe phréatique diminuée.

Recommandations de l'organisme

1. Promouvoir un développement du secteur porcin selon les besoins de la région et de l'environnement qui l'entoure.

Sans mettre un frein au développement de la production porcine, il est important que ce dernier se fasse en tenant compte des impacts sur les milieux environnants (sociaux, environnementaux et économiques). L'objectif d'un mode de production durable n'est donc pas de nuire à l'épanouissement du secteur, mais plutôt d'en assurer sa durabilité.

2. Subventionner en faveur de la production durable

Actuellement, l'assurance récolte est particulièrement généreuse pour le maïs et le gouvernement subventionne les fosses à lisier et autres programmes qui sont accessibles aux intégrateurs et aux promoteurs de l'industrie porcine (Union Paysanne, 2003). De plus, des prestations des assurances agricoles sont attribuées en fonction du volume de production, dépourvu de plafond, favorisant naturellement les grosses entreprises d'exportation.

3. Mettre davantage d'emphase sur le rôle de la biodiversité en milieu agricole

La biodiversité en milieu agricole devrait être une priorité autant pour ses exploitants que pour les ministères impliqués. Les haies brise-vent, les bandes riveraines, une rotation des cultures appropriée, les engrais verts et les cultures de couvertures sont tous de bonnes techniques pour encourager la biodiversité et maintenir un certain équilibre dans le système.

4. Se pencher concrètement sur la question du déboisement en milieu agricole

Un moratoire concernant toutes les activités de déforestation sur les terres agricoles serait nécessaire jusqu'à la mise en place d'une approche gouvernementale concertée pour assurer la protection des habitats forestiers et humides dans le secteur rural.

5. Privilégier la gestion par bassin versant et mettre de l'avant les mesures adéquates pour le respect de la vie aquatique

6. Recommander que chaque rivière en milieu agricole ait un plan de réhabilitation écologique et que le financement soit assuré par l'ensemble des intervenants de ce bassin

7. Le gouvernement devrait revoir les normes de protection des cours d'eau et imposer des normes réalistes sur les distances à respecter

8. Sensibilisation sur les avantages de gestion sur litière et recommandation de ce type de gestion sur fumier solide

Le nouveau règlement sur les exploitations agricoles (REA) cautionne l'élevage sur lisier. Cependant, comme mentionné précédemment, l'élevage sur lisier comporte des effets néfastes sur l'environnement. Le ministère de l'Environnement devrait aider les producteurs à s'approprier les techniques d'élevage sur litière.

9. Encourager la diversification des entreprises

La diversité en milieu agricole ne s'arrête pas seulement à la faune et la flore, elle inclut également la diversité de l'entreprise elle-même. Malheureusement, les entreprises diversifiées sont rares sur le territoire québécois. La raison est simple: ce type de production agricole n'est pas encouragé par le gouvernement. L'heure est plutôt à la spécialisation des entreprises. Cependant, un système agricole diversifié apporterait une stabilité beaucoup plus grande à tous les niveaux. De plus, la dépendance des producteurs au gouvernement pourrait être réduite de beaucoup. Si une maladie ravage les cultures de soya d'une région, le producteur spécialisé dépendra du gouvernement pour stabiliser son revenu, tandis que le producteur diversifié dépendra des rendements des autres secteurs de son entreprise.

10. Norme par entreprise de densité à l'hectare

D'après le REA l'analyse de fumier, le registre d'épandage et le plan agroenvironnemental de fertilisation sont obligatoires pour chaque exploitant agricole. La densité à l'hectare devrait également être une norme disponible par entreprise d'après les milieux environnants. Malgré que l'ensemble des terres d'un bassin versant donné correspond à une densité animale à l'hectare acceptable du point de vue environnemental, il n'en va pas sans dire que chaque entreprise est acceptable.

11. Promouvoir des études à long terme avant l'application et la subvention de certaines techniques ou solutions

Nous sommes dans une société où tout est considéré bon jusqu'à preuve du contraire. Pourquoi ne pas fonctionner à l'inverse et mettre de l'avant le principes de précaution.

12. Davantage d'implication sur le terrain de la part du ministère de l'Environnement, tel que promis lors de la récente sortie du nouveau règlement sur les exploitations agricoles en juin 2002.

Conclusion

Merci au Bureau des Audiences Publiques sur l'Environnement de nous avoir permis de présenter ce mémoire et à d'autres organismes et citoyens de le faire afin de pouvoir contribuer aux décisions éventuelles pour une production porcine provinciale durable.

C'est en pratiquant de telles audiences publiques que la province se fera entendre et que les décisions prises par les cadres pourront, nous espérons, être démocratiques et selon les besoins de la population et de l'environnement qui l'entoure.

Pour assurer la durabilité de l'industrie agricole et des milieux environnants, le développement de ce secteur devra dorénavant se faire en protégeant les milieux

riverains, les boisés et les terres humides qui représentent des habitats fauniques de grande valeur. L'eau est un aspect du milieu agricole que l'on a jusqu'ici beaucoup trop négligé. La biodiversité est, selon nous, la clé de la santé globale des écosystèmes agricoles et aquatiques.

Nous voudrions également, avant de terminer, mettre l'emphase sur la participation active des producteurs agricoles dans la région aux causes environnementales. Ces exploitants de notre territoire sont de plus en plus conscients des problématiques environnementales et ne demandent qu'à modifier leurs pratiques. Cependant, ils se conforment à la réglementation en place. Il faut donc s'assurer que les règlements adoptés seront durables et appropriés aux problématiques actuelles.

À l'échelle planétaire, on doit nourrir annuellement environ 80 millions de plus d'individus avec un estimé de 26 milliards de tonnes de sol arabe en moins; érodé par l'activité humaine (Miller, 2001)*. À cette vitesse, la planète perd 7 % de sa terre arabe à chaque décennie. Il est donc temps pour le gouvernement et tous les exploitants du territoire agricole d'adopter des méthodes de conservation des sols et de développer des programmes à l'échelle régionale pour accompagner les cultivateurs. Beaucoup de projets sont en branle et l'ère de la transition se fait sentir. Cependant, c'est une mentalité complète qu'il faut changer et ça ce n'est pas gagné!

* Miller, T.G., 2001. *Environmental Science*, eighth edition, USA. 118 pages.